

**No. 23002**

---

**MULTILATERAL**

**Agreement governing the activities of States on the moon and other celestial bodies. Adopted by the General Assembly of the United Nations on 5 December 1979**

*Authentic texts: Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish.  
Registered ex officio on 11 July 1984.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes. Adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 5 décembre 1979**

*Textes authentiques : arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol.  
Enregistré d'office le 11 juillet 1984.*

## ACCORD<sup>1</sup> RÉGISSANT LES ACTIVITÉS DES ÉTATS SUR LA LUNE ET LES AUTRES CORPS CÉLESTES

Les Etats parties au présent Accord,

Notant les succès obtenus par les Etats dans l'exploration et l'utilisation de la Lune et des autres corps célestes,

Reconnaissant que la Lune, satellite naturel de la Terre, joue à ce titre un rôle important dans l'exploration de l'espace,

Fermelement résolus à favoriser dans des conditions d'égalité le développement de la coopération entre Etats aux fins de l'exploration et de l'utilisation de la Lune et des autres corps célestes,

Désireux d'éviter que la Lune ne puisse servir d'arène à des conflits internationaux,

Tenant compte des avantages qui peuvent être retirés de l'exploitation des ressources naturelles de la Lune et des autres corps célestes,

Rappelant le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes<sup>2</sup>, l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique<sup>3</sup>, la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux<sup>4</sup> et la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique<sup>5</sup>,

Prenant en considération la nécessité d'appliquer concrètement et de développer, en ce qui concerne la Lune et les autres corps célestes, les dispositions de ces documents internationaux, eu égard aux progrès futurs de l'exploration et de l'utilisation de l'espace,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article premier.* 1. Les dispositions du présent Accord relatives à la Lune s'appliquent également aux autres corps célestes à l'intérieur du système solaire, excepté la Terre, à moins que des normes juridiques spécifiques n'entrent en vigueur en ce qui concerne l'un de ces corps célestes.

2. Aux fins du présent Accord, toute référence à la Lune est réputée s'appliquer aux orbites autour de la Lune et aux autres trajectoires en direction ou autour de la Lune.

3. Le présent Accord ne s'applique pas aux matières extra-terrestres qui atteignent la surface de la Terre par des moyens naturels.

*Article 2.* Toutes les activités sur la Lune, y compris les activités d'exploration et d'utilisation, sont menées en conformité avec le droit international, en particulier la Charte

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 11 juillet 1984, soit le trentième jour qui a suivi la date du dépôt du cinquième instrument de ratification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément au paragraphe 3 de l'article 19 :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification</i>	<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification</i>
Autriche .....	11 juin 1984	Philippines .....	26 mai 1981
Chili .....	12 novembre 1981	Uruguay .....	9 novembre 1981
Pays-Bas .....	17 février 1983		
(Pour le Royaume en Europe et les Antilles néerlandaises)			

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, p. 205.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 672, p. 119.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. 961, p. 187.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vol. 1023, p. 15.

des Nations Unies, et compte tenu de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale le 24 octobre 1970<sup>1</sup>, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales et pour encourager la coopération internationale et la compréhension mutuelle, les intérêts respectifs de tous les autres Etats parties étant dûment pris en considération.

*Article 3.* 1. Tous les Etats parties utilisent la Lune exclusivement à des fins pacifiques.

2. Est interdit tout recours à la menace ou à l'emploi de la force ou à tout autre acte d'hostilité ou menace d'acte d'hostilité sur la Lune. Il est interdit de même d'utiliser la Lune pour se livrer à un acte de cette nature ou recourir à une menace de cette nature à l'encontre de la Terre, de la Lune, d'engins spatiaux, de l'équipage d'engins spatiaux ou d'objets spatiaux créés par l'homme.

3. Les Etats parties ne mettent sur orbite autour de la Lune, ni sur une autre trajectoire en direction ou autour de la Lune, aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, ni ne placent ou n'utilisent de telles armes à la surface ou dans le sol de la Lune.

4. Sont interdits sur la Lune l'aménagement de bases et installations militaires et de fortifications, les essais d'armes de tous types et l'exécution de manœuvres militaires. N'est pas interdite l'utilisation de personnel militaire à des fins de recherche scientifique ou à toute autre fin pacifique. N'est pas interdite non plus l'utilisation de tout équipement ou installation nécessaire à l'exploration pacifique de la Lune.

*Article 4.* 1. L'exploration et l'utilisation de la Lune sont l'apanage de toute l'humanité et se font pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit leur degré de développement économique ou scientifique. Il est dûment tenu compte des intérêts de la génération actuelle et des générations futures, ainsi que de la nécessité de favoriser le relèvement des niveaux de vie et des conditions de progrès et de développement économique et social conformément à la Charte des Nations Unies.

2. Dans toutes leurs activités concernant l'exploration et l'utilisation de la Lune, les Etats parties se fondent sur le principe de la coopération et de l'assistance mutuelle. La coopération internationale en application du présent Accord doit être la plus large possible et peut se faire sur une base multilatérale, sur une base bilatérale ou par l'intermédiaire d'organisations intergouvernementales internationales.

*Article 5.* 1. Les Etats parties doivent faire connaître au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au public et à la communauté scientifique mondiale, autant qu'il est possible et praticable, leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune. Des renseignements concernant le calendrier, les objectifs, les lieux de déroulement, les paramètres d'orbites et la durée de chaque mission vers la Lune doivent être communiqués le plus tôt possible après le début de la mission, et des renseignements sur les résultats de chaque mission, y compris les résultats scientifiques, doivent être communiqués dès la fin de la mission. Au cas où une mission durerait plus de soixante jours, des renseignements sur son déroulement, y compris éventuellement sur ses résultats scientifiques, doivent être donnés périodiquement, tous les trente jours. Si la mission dure plus de six mois, il n'y a lieu de communiquer par la suite que des renseignements complémentaires importants.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 28 (A/8028)*, Résolution n° 2625 (XXV), p. 131.

2. Si un Etat partie apprend qu'un autre Etat partie envisage de mener des activités simultanément dans la même région de la Lune, sur la même orbite autour de la Lune ou sur une même trajectoire en direction ou autour de la Lune, il informe promptement l'autre Etat du calendrier et du plan de ses propres activités.

3. Dans les activités qu'ils exercent en vertu du présent Accord, les Etats parties informent promptement le Secrétaire général, ainsi que le public et la communauté scientifique internationale, de tout phénomène qu'ils ont constaté dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune, qui pourrait présenter un danger pour la vie et la santé de l'homme, et également de tous signes de vie organique.

*Article 6.* 1. Tous les Etats parties ont, sans aucune discrimination, dans des conditions d'égalité et conformément au droit international, la liberté de recherche scientifique sur la Lune.

2. Dans leurs recherches scientifiques exécutées en application des dispositions du présent Accord, les Etats parties ont le droit de recueillir sur la Lune et d'en enlever des échantillons de minéraux et autres substances. Ces échantillons restent sous la garde des Etats parties qui les ont fait recueillir et qui peuvent les utiliser à des fins [scientifiques]<sup>1</sup>. Les Etats parties ne perdent pas de vue qu'il est souhaitable de mettre une partie desdits échantillons à la disposition d'autres Etats parties intéressés et de la communauté scientifique internationale aux fins de recherche scientifique. Les Etats parties peuvent, au cours de leurs recherches scientifiques, utiliser aussi en quantités raisonnables pour le soutien de leurs missions des minéraux et d'autres substances de la Lune.

3. Les Etats parties conviennent qu'il est souhaitable d'échanger autant qu'il est possible et praticable, du personnel scientifique et autre au cours des expéditions vers la Lune ou dans les installations qui s'y trouvent.

*Article 7.* 1. Lorsqu'ils explorent et utilisent la Lune, les Etats parties prennent des mesures pour éviter de perturber l'équilibre existant du milieu en lui faisant subir des transformations nocives, en le contaminant dangereusement par l'apport de matière étrangère ou d'une autre façon. Les Etats parties prennent aussi des mesures pour éviter toute dégradation du milieu terrestre par l'apport de matière extra-terrestre ou d'une autre façon.

2. Les Etats parties informent le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des mesures qu'ils prennent en application du paragraphe 1 du présent article et, dans la mesure du possible, lui notifient à l'avance leurs plans concernant le placement de substances radioactives sur la Lune et l'objet de cette opération.

3. Les Etats parties communiquent aux autres Etats parties et au Secrétaire général des renseignements au sujet des régions de la Lune qui présentent un intérêt scientifique particulier, afin qu'on puisse, sans préjudice des droits des autres Etats parties, envisager de désigner lesdites régions comme réserves scientifiques internationales pour lesquelles on conviendra d'accords spéciaux de protection, en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies.

*Article 8.* 1. Les Etats parties peuvent exercer leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune en n'importe quel point de sa surface ou sous sa surface, sous réserve des dispositions du présent Accord.

<sup>1</sup> Les mots entre crochets reflètent les corrections apportées au texte original français de l'Accord par procès-verbal de rectification, en date, à New York, du 8 mars 1984, aucune objection n'ayant été notifiée au cours de la période de 90 jours à compter de la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait communiqué les propositions de corrections à tous les Etats intéressés.

2. A cette fin, les Etats parties peuvent notamment :

- a) Faire atterrir leurs engins spatiaux sur la Lune et les lancer à partir de la Lune;
- b) Placer leur personnel ainsi que leurs véhicules, matériel, stations, installations et équipements spatiaux en n'importe quel point à la surface ou sous la surface de la Lune.

Le personnel, ainsi que les véhicules, le matériel, les stations, les installations et l'équipement spatiaux, peuvent se déplacer ou être déplacés librement à la surface ou sous la surface de la Lune.

3. Les activités menées par les Etats parties conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne doivent pas gêner les activités menées par d'autres Etats parties sur la Lune. Au cas où elles risqueraient de leur causer une gêne, les Etats parties intéressés doivent procéder à des consultations conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 15 du présent Accord.

*Article 9.* 1. Les Etats parties peuvent installer des stations habitées ou inhabitées sur la Lune. Un Etat partie qui installe une station ne doit utiliser que la surface nécessaire pour répondre aux besoins de la station et doit faire connaître immédiatement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'emplacement et les buts de ladite station. Il doit de même, chaque année, faire savoir au Secrétaire général si cette station continue d'être utilisée et si ses buts ont changé.

2. Les stations doivent être disposées de façon à ne pas empêcher le libre accès à toutes les parties de la Lune, du personnel, des véhicules et du matériel d'autres Etats parties qui poursuivent des activités sur la Lune conformément aux dispositions du présent Accord ou de l'article premier du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

*Article 10.* 1. Les Etats parties prennent toutes les mesures praticables pour sauvegarder la vie et la santé des personnes se trouvant sur la Lune. A cette fin, ils considèrent toute personne se trouvant sur la Lune comme étant un astronaute au sens de l'article V du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et comme étant un membre de l'équipage d'un engin spatial au sens de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

2. Les Etats parties recueillent dans leurs stations, leurs installations, leurs véhicules et leur équipement les personnes en détresse sur la Lune.

*Article 11.* 1. La Lune et ses ressources naturelles constituent le patrimoine commun de l'humanité, qui trouve son expression dans les dispositions pertinentes du présent Accord, en particulier le paragraphe 5 du présent article.

2. La Lune ne peut faire l'objet d'aucune appropriation nationale par proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation ou d'occupation, ni par aucun autre moyen.

3. La surface et le sous-sol de la Lune ne peuvent être la propriété d'Etats, d'organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales, d'organisations nationales, qu'elles aient ou non la personnalité morale, ou de personnes physiques. L'installation à la surface ou sous la surface de la Lune de personnel ou de véhicules, matériel, stations, installations ou équipements spatiaux, y compris d'ouvrages reliés à sa surface, ne crée pas de droits de propriété sur une partie de la surface ou du sous-sol de la Lune. Les dispositions qui précèdent s'entendent sous réserve du régime international visé au paragraphe 5 du présent article.

4. Les Etats parties ont le droit d'explorer et d'utiliser la Lune, sans discrimination d'aucune sorte, sur un pied d'égalité, conformément au droit international et aux dispositions du présent Accord.

5. Les Etats parties au présent Accord s'engagent à établir un régime international, y compris des procédures appropriées, régissant l'exploitation des ressources naturelles de la Lune lorsque cette exploitation sera sur le point de devenir possible. La disposition qui précède sera appliquée conformément à l'article 18 du présent Accord.

6. Pour faciliter l'établissement du régime international visé au paragraphe 5 du présent article, les Etats parties informent le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le public et la communauté scientifique internationale, autant qu'il est possible et praticable, de toutes ressources naturelles qu'ils peuvent découvrir sur la Lune.

7. Ledit régime international a notamment pour buts principaux :

- a) D'assurer la mise en valeur méthodique et sans danger des ressources naturelles de la Lune;
- b) D'assurer la gestion rationnelle de ces ressources;
- c) De développer les possibilités d'utilisation de ces ressources;
- d) De ménager une répartition équitable entre tous les Etats parties des avantages qui en résulteront, une attention spéciale étant accordée aux intérêts et aux besoins des pays en développement, ainsi qu'aux efforts des pays qui ont contribué, soit directement, soit indirectement, à l'exploration de la Lune.

8. Toutes les activités relatives aux ressources naturelles de la Lune seront exercées d'une manière compatible avec les buts énoncés au paragraphe 7 du présent article et avec les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 du présent Accord.

*Article 12.* 1. Les Etats parties conservent la juridiction ou le contrôle sur leur personnel, ainsi que sur leurs véhicules, matériel, stations, installations et équipements spatiaux se trouvant sur la Lune. La présence sur la Lune desdits véhicules, matériel, stations, installations et équipement ne modifie pas les droits de propriété les concernant.

2. Les dispositions de l'article 5 de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique sont applicables aux véhicules, aux installations et au matériel trouvés dans des endroits autres que ceux où ils devraient être.

3. Dans les cas d'urgence mettant en danger la vie humaine, les Etats parties peuvent utiliser le matériel, les véhicules, les installations, l'équipement ou les réserves d'autres Etats parties se trouvant sur la Lune. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou l'Etat partie intéressé en est informé sans retard.

*Article 13.* Tout Etat partie qui constate qu'un objet spatial ou des éléments constitutifs d'un tel objet qu'il n'a pas lancé se sont posés sur la Lune à la suite d'une panne ou y ont fait un atterrissage forcé ou imprévu en avise sans tarder l'Etat partie qui a procédé au lancement et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article 14.* 1. Les Etats parties au présent Accord ont la responsabilité internationale des activités nationales sur la Lune, qu'elles soient menées par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales, et doivent veiller à ce que lesdites activités soient menées conformément aux dispositions énoncées dans le présent Accord. Les Etats parties s'assurent que les entités non gouvernementales relevant de leur juridiction n'entreprennent des activités sur la Lune qu'avec l'autorisation de l'Etat partie intéressé et sous sa surveillance continue.

2. Les Etats parties reconnaissent que des arrangements détaillés concernant la responsabilité en cas de dommages causés sur la Lune venant s'ajouter aux dispositions du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et à celles de la Convention relative à la responsabilité concernant les dommages causés par des objets spatiaux, pourraient devenir nécessaires par suite du développement des activités sur la Lune. Lesdits arrangements seront élaborés conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent Accord.

*Article 15.* 1. Chaque Etat partie peut s'assurer que les activités des autres Etats parties relatives à l'exploration et à l'utilisation de la Lune sont compatibles avec les dispositions du présent Accord. A cet effet, tous les véhicules, le matériel, les stations, les installations et l'équipement spatiaux se trouvant sur la Lune sont accessibles aux autres Etats parties au présent Accord. Ces Etats parties notifient au préalable toute visite projetée, afin que les consultations voulues puissent avoir lieu et que le maximum de précautions puissent être prises pour assurer la sécurité et éviter de gêner les opérations normales sur les lieux de l'installation à visiter. En exécution du présent article, un Etat partie peut agir en son nom propre ou avec l'assistance entière ou partielle d'un autre Etat partie, ou encore par des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte.

2. Un Etat partie qui a lieu de croire qu'un autre Etat partie ou bien ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord, ou bien porte atteinte aux droits qu'il tient du présent Accord, peut demander l'ouverture de consultations avec cet autre Etat partie. L'Etat partie qui reçoit cette demande de consultations doit engager lesdites consultations sans tarder. Tout autre Etat partie qui en fait la demande est en droit de participer également à ces consultations. Chacun des Etats parties qui participent à ces consultations doit rechercher une solution mutuellement acceptable au litige et tient compte des droits et intérêts de tous les Etats parties. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est informé des résultats des consultations et communique les renseignements reçus à tous les Etats parties intéressés.

3. Si les consultations n'ont pas permis d'aboutir à un règlement mutuellement acceptable et tenant compte des droits et intérêts de tous les Etats parties, les parties intéressées prennent toutes les dispositions nécessaires pour régler ce différend par d'autres moyens pacifiques de leur choix adaptés aux circonstances et à la nature du différend. Si des difficultés surgissent à l'occasion de l'ouverture de consultations, ou si les consultations n'aboutissent pas à un règlement mutuellement acceptable, un Etat partie peut demander l'assistance du Secrétaire général, sans le consentement d'aucun autre Etat partie intéressé, afin de régler le litige. Un Etat partie qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec un autre Etat partie intéressé prend part auxdites consultations, à sa préférence, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire d'un autre Etat partie ou du Secrétaire général.

*Article 16.* Dans le présent Accord, à l'exception des articles 17 à 21, les références aux Etats s'appliquent à toute organisation internationale intergouvernementale qui se livre à des activités spatiales, si cette organisation déclare accepter les droits et les obligations prévus dans le présent Accord et si la majorité des Etats membres de l'organisation sont des Etats parties au présent Accord et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Les Etats membres d'une telle organisation qui sont des Etats parties au présent Accord prennent toutes les mesures voulues pour que l'organisation fasse une déclaration en conformité des dispositions du présent article.

*Article 17.* Un Etat partie au présent Accord peut proposer des amendements à l'Accord. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque Etat partie à l'Accord

acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des Etats parties à l'Accord et, par la suite, pour chacun des autres Etats parties à l'Accord, à la date de son acceptation desdits amendements.

*Article 18.* Dix ans après l'entrée en vigueur du présent Accord, la question de l'examen de l'Accord sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de déterminer, eu égard à l'expérience acquise en ce qui concerne l'application de l'Accord, si celui-ci doit être révisé. Toutefois, cinq ans au moins après la date d'entrée en vigueur du présent Accord, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de dépositaire de l'Accord, [convoquera], sur la demande d'un tiers des Etats parties à l'Accord et avec l'assentiment de la majorité d'entre eux, une conférence des Etats parties afin de réexaminer le présent Accord. La conférence d'examen étudiera aussi la question de l'application des dispositions du paragraphe 5 de l'article 11, sur la base du principe visé au paragraphe 1 dudit article et compte tenu, en particulier, de tout progrès technique pertinent.

*Article 19.* 1. Le présent Accord est ouvert à la signature de tous les Etats au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

2. Le présent Accord est soumis à la ratification des Etats signataires. Tout Etat qui n'a pas signé le présent Accord avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article peut y adhérer à tout moment. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Accord entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt du cinquième instrument de ratification.

4. Pour chaque Etat dont l'instrument de ratification ou d'adhésion sera déposé après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt dudit instrument.

5. Le Secrétaire général informera sans délai tous les Etats qui auront signé le présent Accord ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Accord ainsi que de toute autre communication.

*Article 20.* Tout Etat partie au présent Accord peut, un an après l'entrée en vigueur de l'Accord, communiquer son intention de cesser d'y être partie par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette notification prend effet un an après la date à laquelle elle a été reçue.

*Article 21.* L'original du présent Accord, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies certifiées à tous les Etats qui auront signé l'Accord ou qui y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord, ouvert à la signature à New York le 18 décembre 1979.

In the name of Afghanistan:

Au nom de l'Afghanistan :

: باسم افغانستان

代表阿富汗:

От имени Афганистана:

En nombre del Afganistán:

In the name of Albania:

Au nom de l'Albanie :

: باسم البانيا

代表阿尔巴尼亚:

От имени Албании:

En nombre de Albania:

In the name of Algeria:

Au nom de l'Algérie :

: باسم الجزائر

代表阿尔及利亚:

От имени Алжира:

En nombre de Argelia:

In the name of Angola:

Au nom de l'Angola :

: باسم أنغولا

代表安哥拉:

От имени Анголы:

En nombre de Angola:

In the name of Argentina:

Au nom de l'Argentine :

: باسم الأرجنتين

代表阿根廷:

От имени Аргентины:

En nombre de la Argentina:

In the name of Australia:

Au nom de l'Australie :

: باسم استراليا

代表澳大利亚:

От имени Австралии:

En nombre de Australia:

In the name of Austria:

Au nom de l'Autriche :

: باسم النمسا

代表奥地利:

От имени Австрии:

En nombre de Austria:

THOMAS KLESTIL

May 21, 1980<sup>1</sup>

In the name of the Bahamas:

Au nom des Bahamas :

: باسم البهاما

代表巴哈马:

От имени Багамских островов:

En nombre de las Bahamas:

In the name of Bahrain:

Au nom de Bahreïn :

: باسم البحرين

代表巴林:

От имени Бахрейна:

En nombre de Bahrein:

---

<sup>1</sup> 21 mai 1980.

In the name of Bangladesh:

Au nom du Bangladesh :

باسم بنغلاديش:

代表孟加拉国:

От имени Бангладеш:

En nombre de Bangladesh:

In the name of Barbados:

Au nom de la Barbade :

باسم بربادوس:

代表巴巴多斯:

От имени Барбадоса:

En nombre de Barbados:

In the name of Belgium:

Au nom de la Belgique :

باسم بلجيكا:

代表比利时:

От имени Бельгии:

En nombre de Belgique:

In the name of Benin:

Au nom du Bénin :

باسم بنين:

代表贝宁:

От имени Бенина:

En nombre de Benin:

In the name of Bhutan:

Au nom du Bhoutan :

باسم بوتان:

代表不丹:

От имени Бутана:

En nombre de Bhután:

In the name of Bolivia:  
Au nom de la Bolivie :

باسم بوليفيا :

代表玻利维亚 :

От имени Боливии:  
En nombre de Bolivia:

In the name of Botswana:  
Au nom du Botswana :

باسم بوتسوانا :

代表博茨瓦纳 :

От имени Ботсваны:  
En nombre de Botswana:

In the name of Brazil:  
Au nom du Brésil :

باسم البرازيل :

代表巴西 :

От имени Бразилии:  
En nombre del Brasil:

In the name of Bulgaria:  
Au nom de la Bulgarie :

باسم بلغاريا :

代表保加利亚 :

От имени Болгарии:  
En nombre de Bulgaria:

In the name of Burma:  
Au nom de la Birmanie :

باسم بورما :

代表缅甸 :

От имени Бирмы:  
En nombre de Birmania:

In the name of Burundi:

Au nom du Burundi :

: باسم بوروندى

代表布隆迪:

От имени Бурунди:

En nombre de Burundi:

In the name of the Byelorussian Soviet Socialist Republic:

Au nom de la République socialiste soviétique de Biélorussie :

: باسم جمهورية بيلوروسيا الاشتراكية السوفياتية :

代表白俄罗斯苏维埃社会主义共和国:

От имени Белорусской Советской Социалистической Республики:

En nombre de la República Socialista Soviética de Bielorrusia:

In the name of Canada:

Au nom du Canada :

: باسم كندا :

代表加拿大:

От имени Канады :

En nombre del Canadá:

In the name of Cape Verde:

Au nom du Cap-Vert :

: باسم الرأس الأخضر :

代表佛得角:

От имени Островов Зеленого Мыса:

En nombre de Cabo Verde:

In the name of the Central African Republic:

Au nom de la République centrafricaine :

: باسم جمهورية افريقيا الوسطى :

代表中非共和国:

От имени Центральноафриканской Республики:

En nombre de la República Centrafricana:

In the name of Chad:

Au nom du Tchad :

باسم تشاد :

代表乍得 :

От имени Чада:

En nombre del Chad:

In the name of Chile:

Au nom du Chili :

باسم شيلي :

代表智利 :

От имени Чили:

En nombre de Chile:

ALFREDO CANALES MÁRQUEZ

Jan. 3, 80

In the name of China:

Au nom de la Chine :

باسم الصين :

代表中国 :

От имени Китая:

En nombre de China:

In the name of Colombia:

Au nom de la Colombie :

باسم كولومبيا :

代表哥伦比亚 :

От имени Колумбии:

En nombre de Colombia:

In the name of the Comoros:

Au nom des Comores :

باسم كوموروس :

代表科摩罗 :

От имени Коморских островов:

En nombre de las Comoras:

In the name of the Congo:

Au nom du Congo :

باسم الكونغو :

代表刚果 :

От имени Конго:

En nombre del Congo:

In the name of Costa Rica:

Au nom du Costa Rica :

باسم كوستاريكا :

代表哥斯达黎加 :

От имени Коста-Рики:

En nombre de Costa Rica:

In the name of Cuba:

Au nom de Cuba :

باسم كوبا :

代表古巴 :

От имени Кубы:

En nombre de Cuba:

In the name of Cyprus:

Au nom de Chypre :

باسم قبرص :

代表塞浦路斯 :

От имени Кипра:

En nombre de Chypre:

In the name of Czechoslovakia:  
Au nom de la Tchécoslovaquie :

باسم تشيكوسلوفاكيا :

代表捷克斯洛伐克:

От имени Чехословакии:  
En nombre de Checoslovaquia:

In the name of Democratic Kampuchea:  
Au nom du Kampuchea démocratique :

باسم كمبوتشيا الديمقراطية :

代表民主柬埔寨:

От имени Демократической Кампучии:  
En nombre de Kampuchea Democrática:

In the name of the Democratic People's Republic of Korea:  
Au nom de la République populaire démocratique de Corée :

باسم جمهورية كوريا الشعبية الديمقراطية :

代表朝鲜民主主义人民共和国:

От имени Корейской Народно-Демократической Республики:  
En nombre de la República Popular Democrática de Corea:

In the name of Democratic Yēmen:  
Au nom du Yémen démocratique :

باسم اليمن الديمقراطية :

代表民主也门:

От имени Демократического Йемена:  
En nombre del Yemen Democrático:

In the name of Denmark:  
Au nom du Danemark :

باسم الدانمرك :

代表丹麦:

От имени Дании:  
En nombre de Dinamarca:

In the name of Djibouti:

Au nom de Djibouti :

باسم جيبوتي :

代表吉布提:

От имени Джибути:

En nombre de Djibouti:

In the name of Dominica:

Au nom de la Dominique :

: باسم دومينيكا

代表多米尼加 :

От имени Доминики:

En nombre de Dominica:

In the name of the Dominican Republic:

Au nom de la République Dominicaine :

: باسم الجمهورية الدومينيكية

代表多米尼加共和国 :

От имени Доминиканской Республики:

En nombre de la República Dominicana:

In the name of Ecuador:

Au nom de l'Equateur :

باسم اکوادور :

代表厄瓜多尔 :

От имени Эквадора:

En nombre del Ecuador:

In the name of Egypt:

Au nom de l'Égypte :

باسم مصر :

代表埃及:

От имени Египта:

En nombre de Egipto:

In the name of El Salvador:

Au nom d'El Salvador :

باسم السلفادور :

代表萨尔瓦多:

От имени Сальвадора:

En nombre de El Salvador:

In the name of Equatorial Guinea:

Au nom de la Guinée équatoriale :

باسم غينيا الاستوائية :

代表赤道几内亚:

От имени Экваториальной Гвинеи:

En nombre de Guinea Ecuatorial:

In the name of Ethiopia:

Au nom de l'Éthiopie :

باسم اثيوبيا :

代表埃塞俄比亚:

От имени Эфиопии:

En nombre de Etiopia:

In the name of Fiji:

Au nom de Fidji :

باسم فيجي :

代表斐济:

От имени Фиджи:

En nombre de Fiji:

In the name of Finland:

Au nom de la Finlande :

باسم فنلندا :

代表芬兰:

От имени Финляндии:

En nombre de Finlandia:

In the name of France:  
Au nom de la France :

باسم فرنسا :

代表法国 :

От имени Франции:  
En nombre de Francia:

JACQUES LEPRETTE  
29 janvier 1980  
Déclaration interprétative jointe<sup>1, 2</sup>

In the name of Gabon:  
Au nom du Gabon :

باسم غابون :

代表加蓬 :

От имени Габона:  
En nombre del Gabón:

In the name of Gambia:  
Au nom de la Gambie :

باسم غامبيا :

代表冈比亚 :

От имени Гамбии:  
En nombre de Gambia:

In the name of the German Democratic Republic:  
Au nom de la République démocratique allemande :

باسم الجمهورية الديمقراطية الألمانية :

代表德意志民主共和国 :

От имени Германской Демократической Республики:  
En nombre de la República Democrática Alemana:

<sup>1</sup> 29 January 1980.

Interpretative declaration attached.

<sup>2</sup> See p. 86 of this volume for the text of the declaration made upon signature — Voir p. 86 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la signature.

In the name of the Federal Republic of Germany:  
Au nom de la République fédérale d'Allemagne :

باسم جمهورية ألمانيا الاتحادية:

代表德意志联邦共和国:

От имени Федеративной Республики Германии:  
En nombre de la República Federal de Alemania:

In the name of Ghana:  
Au nom du Ghana :

باسم غانا :

代表加纳:

От имени Ганы:  
En nombre de Ghana:

In the name of Greece:  
Au nom de la Grèce :

باسم اليونان :

代表希腊:

От имени Греции:  
En nombre de Grecia:

In the name of Grenada:  
Au nom de la Grenade :

باسم غرينادا :

代表格林纳达:

От имени Гренады:  
En nombre de Granada:

In the name of Guatemala:  
Au nom du Guatemala :

باسم غواتيمالا :

代表危地马拉:

От имени Гватемалы:  
En nombre de Guatemala:

EDUARDO CASTILLO ARRIOLA  
20 de noviembre de 1980<sup>1</sup>

<sup>1</sup> 20 November 1980 — 20 novembre 1980.

In the name of Guinea:  
Au nom de la Guinée :

باسم غينيا :

代表几内亚:

От имени Гвинеи:  
En nombre de Guinea:

In the name of Guinea-Bissau:  
Au nom de la Guinée-Bissau :

باسم غينيا — بيساؤ :

代表几内亚比绍:

От имени Гвинеи-Бисау:  
En nombre de Guinea-Bissau:

In the name of Guyana:  
Au nom de la Guyane :

باسم غيانا :

代表圭亚那:

От имени Гвианы:  
En nombre de Guyana:

In the name of Haiti:  
Au nom d'Haïti :

باسم هايتي :

代表海地:

От имени Гаити:  
En nombre de Haïti:

In the name of the Holy See:  
Au nom du Saint-Siège :

باسم الكرسي الرسولي:

代表教廷:

От имени Святейшего престола:  
En nombre de la Santa Sede:

In the name of Honduras:

Au nom du Honduras :

باسم هندوراس :

代表洪都拉斯 :

От имени Гондураса:

En nombre de Honduras:

In the name of Hungary:

Au nom de la Hongrie :

باسم هنغاريا :

代表匈牙利 :

От имени Венгрии:

En nombre de Hungría:

In the name of Iceland:

Au nom de l'Islande :

باسم ايسلندا :

代表冰岛 :

От имени Исландии:

En nombre de Islandia:

In the name of India:

Au nom de l'Inde :

باسم الهند :

代表印度 :

От имени Индии:

En nombre de la India:

N. KRISHNAN  
18 January 1982<sup>1</sup>

<sup>1</sup> 18 janvier 1982.

In the name of Indonesia:

Au nom de l'Indonésie :

: باسم اندونيسيا :

代表印度尼西亚:

От имени Индонезии:

En nombre de Indonesia:

In the name of Iran:

Au nom de l'Iran :

: باسم ايران :

代表伊朗:

От имени Ирана:

En nombre del Irán:

In the name of Iraq:

Au nom de l'Iraq :

: باسم العراق :

代表伊拉克:

От имени Ирака:

En nombre del Iraq:

In the name of Ireland:

Au nom de l'Irlande :

: باسم ايرلندا :

代表爱尔兰:

От имени Ирландии:

En nombre de Irlanda:

In the name of Israel:

Au nom d'Israël :

: باسم اسرائيل :

代表以色列:

От имени Израиля:

En nombre de Israel:

In the name of Italy:

Au nom de l'Italie :

باسم ايطاليا :

代表意大利:

От имени Италии:

En nombre de Italia:

In the name of the Ivory Coast:

Au nom de la Côte d'Ivoire :

باسم ساحل العاج :

代表象牙海岸:

От имени Берега Слоновой Кости:

En nombre de la Costa de Marfil:

In the name of Jamaica:

Au nom de la Jamaïque :

باسم جامايكا :

代表牙买加:

От имени Ямайки:

En nombre de Jamaica:

In the name of Japan:

Au nom du Japon :

باسم اليابان :

代表日本:

От имени Японии:

En nombre del Japon:

In the name of Jordan:

Au nom de la Jordanie :

باسم الأردن :

代表约旦:

От имени Иордании:

En nombre de Jordania:

In the name of Kenya:

Au nom du Kenya :

باسم كينيا:

代表肯尼亚:

От имени Кении:

En nombre de Kenya:

In the name of Kuwait:

Au nom du Koweït :

باسم الكويت:

代表科威特:

От имени Кувейта:

En nombre de Kuwait:

In the name of the Lao People's Democratic Republic:

Au nom de la République démocratique populaire lao :

باسم جمهورية لاو الديمقراطية الشعبية:

代表老挝人民民主共和国:

От имени Лаосской Народно-Демократической Республики:

En nombre de la República Democrática Popular Lao:

In the name of Lebanon:

Au nom du Liban :

باسم لبنان:

代表黎巴嫩:

От имени Ливана:

En nombre del Líbano:

In the name of Lesotho:

Au nom du Lesotho :

باسم ليسوتو:

代表莱索托:

От имени Лесото:

En nombre de Lesotho:

In the name of Liberia:

Au nom du Libéria :

: باسم لیبیریا :

代表利比里亚:

От имени Либерии:

En nombre de Liberia:

In the name of the Libyan Arab Jamahiriya:

Au nom de la Jamahiriya arabe libyenne :

: باسم الجماهيرية العربية الليبية :

代表阿拉伯利比亚民众国:

От имени Ливийской Арабской Джамахирии:

En nombre de la Jamahiriya Arabe Libia:

In the name of Liechtenstein:

Au nom du Liechtenstein :

: باسم لختنشتاین :

代表列支敦士登:

От имени Лихтенштейна:

En nombre de Liechtenstein:

In the name of Luxembourg:

Au nom du Luxembourg :

: باسم لكسمبرغ :

代表卢森堡:

От имени Люксембурга:

En nombre de Luxemburgo:

In the name of Madagascar:

Au nom de Madagascar :

: باسم مدغشقر :

代表马达加斯加:

От имени Мадагаскара:

En nombre de Madagascar:

In the name of Malawi:

Au nom du Malawi :

باسم ملاوی :

代表 马拉维 :

От имени Малави:

En nombre de Malawi:

In the name of Malaysia:

Au nom de la Malaisie :

باسم ماليزيا :

代表 马来西亚 :

От имени Малайзии:

En nombre de Malasia:

In the name of the Maldives:

Au nom des Maldives :

باسم ملديف :

代表 马尔代夫 :

От имени Мальдивов:

En nombre de Maldivas:

In the name of Mali:

Au nom du Mali :

باسم مالي :

代表 马里 :

От имени Мали:

En nombre de Malí:

In the name of Malta:

Au nom de Malte :

باسم مالطة :

代表 马耳他 :

От имени Мальты:

En nombre de Malta:

In the name of Mauritania:

Au nom de la Mauritanie :

: باسم موريتانيا

代表毛里塔尼亚:

От имени Мавритании:

En nombre de Mauritanie:

In the name of Mauritius:

Au nom de Maurice :

: باسم موريشيوس

代表毛里求斯:

От имени Маврикия:

En nombre de Maurice:

In the name of Mexico:

Au nom du Mexique :

: باسم المكسيك

代表墨西哥:

От имени Мексики:

En nombre de México:

In the name of Monaco:

Au nom de Monaco :

: باسم موناكو

代表摩纳哥:

От имени Монако:

En nombre de Monaco:

In the name of Mongolia:

Au nom de la Mongolie :

: باسم منغوليا

代表蒙古:

От имени Монголии:

En nombre de Mongolie:

In the name of Morocco:

Au nom du Maroc :

باسم المغرب:

代表摩洛哥:

От имени Марокко:

En nombre de Marruecos:

MEHDI MRANI ZENTAR

25/7/1980

In the name of Mozambique:

Au nom du Mozambique :

باسم موزامبيق :

代表莫桑比克:

От имени Мозамбика:

En nombre de Mozambique:

In the name of Nauru:

Au nom de Nauru :

باسم ناورو :

代表瑙鲁:

От имени Науру:

En nombre de Nauru:

In the name of Nepal:

Au nom du Népal :

باسم नेपाल :

代表尼泊尔:

От имени Непала:

En nombre de Nepal:

In the name of the Netherlands:

Au nom des Pays-Bas :

باسم هولندا :

代表荷兰:

От имени Нидерландов:

En nombre de los Países Bajos:

H. SCHELTEMA  
January 27, 1981<sup>1</sup>

In the name of New Zealand:

Au nom de la Nouvelle-Zélande :

باسم نيوزيلندا :

代表新西兰:

От имени Новой Зеландии:

En nombre de Nueva Zelandia:

In the name of Nicaragua:

Au nom du Nicaragua :

باسم نيكاراغوا :

代表尼加拉瓜:

От имени Никарагуа:

En nombre de Nicaragua:

In the name of the Niger:

Au nom du Niger :

باسم النيجر :

代表尼日尔:

От имени Нигера:

En nombre del Níger:

<sup>1</sup> 27 janvier 1981.

In the name of Nigeria:

Au nom du Nigéria :

باسم نيجيريا :

代表尼日利亚

От имени Нигерии:

En nombre de Nigeria:

In the name of Norway:

Au nom de la Norvège :

باسم النرويج :

代表挪威:

От имени Норвегии:

En nombre de Noruega:

In the name of Oman:

Au nom de l'Oman :

باسم عمان :

代表阿曼:

От имени Омана:

En nombre de Omán:

In the name of Pakistan:

Au nom du Pakistan :

باسم باكستان :

代表巴基斯坦:

От имени Пакистана:

En nombre del Pakistán:

In the name of Panama:

Au nom du Panama :

باسم بنما :

代表巴拿马:

От имени Панамы:

En nombre de Panamá:

In the name of Papua New Guinea:  
 Au nom de la Papouasie-Nouvelle-Guinée :

باسم بابوا غينيا الجديدة :

代表巴布亚新几内亚 :

От имени Папуа-Новой Гвинеи:  
 En nombre de Papua Nueva Guinea:

In the name of Paraguay:  
 Au nom du Paraguay :

باسم باراغواي :

代表巴拉圭 :

От имени Парагвая:  
 En nombre del Paraguay:

In the name of Peru:  
 Au nom du Pérou :

باسم بيرو :

代表秘鲁 :

От имени Перу:  
 En nombre del Perú:

H. CONTURIER  
 23 June 1981<sup>1</sup>

In the name of the Philippines:  
 Au nom des Philippines :

باسم الفلبين :

代表菲律宾 :

От имени Филиппин:  
 En nombre de Filipinas:

ALEJANDRO D. YANGO  
 23 April 1980<sup>2</sup>

<sup>1</sup> 23 juin 1981.

<sup>2</sup> 23 avril 1980.

In the name of Poland:  
Au nom de la Pologne :

باسم بولندا:

代表波兰:

От имени Польши:  
En nombre de Polonia:

In the name of Portugal:  
Au nom du Portugal :

باسم البرتغال:

代表葡萄牙:

От имени Португалии:  
En nombre de Portugal:

In the name of Qatar:  
Au nom du Qatar :

باسم قطر:

代表卡塔尔:

От имени Катара:  
En nombre de Qatar:

In the name of the Republic of Korea:  
Au nom de la République de Corée :

باسم جمهورية كوريا:

代表大韩民国:

От имени Корейской Республики:  
En nombre de la República de Corea:

In the name of Romania:  
Au nom de la Roumanie :

باسم رومانيا:

代表罗马尼亚:

От имени Румынии:  
En nombre de Rumania:

TEODOR MARINESCU  
17.4.1980

In the name of Rwanda:

Au nom du Rwanda :

: باسم رواندا :

代表卢旺达 :

От имени Руанды:

En nombre de Rwanda:

In the name of Saint Lucia:

Au nom de Sainte-Lucie :

: باسم سانت لوسيا :

代表圣卢西亚 :

От имени Сент-Люсии:

En nombre de Santa Lucía:

In the name of Samoa:

Au nom du Samoa :

: باسم ساموا :

代表萨摩亚 :

От имени Самоа:

En nombre de Samoa:

In the name of San Marino:

Au nom de Saint-Marin :

: باسم سان مارينو :

代表圣马力诺 :

От имени Сан-Марино:

En nombre de San Marino:

In the name of Sao Tome and Principe:

Au nom de Sao Tomé-et-Príncipe :

: باسم سان تومي وبرينسيبي :

代表圣多美和普林西比 :

От имени Сан-Томе и Принсипи:

En nombre de Santo Tomé y Príncipe:

In the name of Saudi Arabia:

Au nom de l'Arabie Saoudite :

باسم المملكة العربية السعودية:

代表沙特阿拉伯:

От имени Саудовской Аравии:

En nombre de Arabia Saudita:

In the name of Senegal:

Au nom du Sénégal :

باسم السنغال :

代表塞内加尔:

От имени Сенегала:

En nombre del Senegal:

In the name of Seychelles:

Au nom des Seychelles :

باسم سيشيل :

代表塞舌尔:

От имени Сейшельских островов:

En nombre de Seychelles:

In the name of Sierra Leone:

Au nom de la Sierra Leone :

باسم سيراليون:

代表塞拉勒窝内:

От имени Сьерра-Леоне:

En nombre de Sierra Leona:

In the name of Singapore:

Au nom de Singapour :

باسم سنغافوره :

代表新加坡:

От имени Сингапура:

En nombre de Singapur:

In the name of Solomon Islands:  
Au nom des Iles Salomon :

: باسم جزر سليمان

代表所罗门群岛:

От имени Соломоновых Островов:  
En nombre de las Islas Salomón:

In the name of Somalia:  
Au nom de la Somalie :

: باسم الصومال

代表索马里:

От имени Сомали:  
En nombre de Somalia:

In the name of South Africa:  
Au nom de l'Afrique du Sud :

: باسم افريقيا الجنوبية

代表南非:

От имени Южной Африки:  
En nombre de Sudáfrica:

In the name of Spain:  
Au nom de l'Espagne :

: باسم اسبانيا

代表西班牙:

От имени Испании:  
En nombre de España:

In the name of Sri Lanka:  
Au nom de Sri Lanka :

: باسم سرى لانكا

代表斯里兰卡:

От имени Шри Ланки:  
En nombre de Sri Lanka:

In the name of the Sudan:  
Au nom du Soudan :

باسم السودان :

代表苏丹:

От имени Судана:  
En nombre del Sudán:

In the name of Suriname:  
Au nom du Suriname :

باسم سورينام :

代表苏里南:

От имени Суринама:  
En nombre de Suriname:

In the name of Swaziland:  
Au nom du Swaziland :

باسم سوازيلند :

代表斯威士兰:

От имени Свазиленда:  
En nombre de Swazilandia:

In the name of Sweden:  
Au nom de la Suède :

باسم السويد :

代表瑞典:

От имени Швеции:  
En nombre de Suecia:

In the name of Switzerland:  
Au nom de la Suisse :

باسم سويسرا :

代表瑞士:

От имени Швейцарии:  
En nombre de Suiza:

In the name of the Syrian Arab Republic:  
Au nom de la République arabe syrienne :

باسم الجمهورية العربية السورية :

代表阿拉伯叙利亚共和国 :

От имени Сирийской Арабской Республики:  
En nombre de la República Árabe Siria:

In the name of Thailand:  
Au nom de la Thaïlande :

باسم تايلند :

代表泰国 :

От имени Таиланда:  
En nombre de Taïlandia:

In the name of Togo:  
Au nom du Togo :

باسم توفو :

代表多哥 :

От имени Того:  
En nombre del Togo:

In the name of Tonga:  
Au nom des Tonga :

باسم تونغا :

代表汤加 :

От имени Тонга:  
En nombre de Tonga:

In the name of Trinidad and Tobago:  
Au nom de la Trinité-et-Tobago :

باسم ترينيداد وتوباغو :

代表特立尼达和多巴哥 :

От имени Тринидада и Тобаго:  
En nombre de Trinidad y Tabago:

In the name of Tunisia:  
Au nom de la Tunisie :

باسم تونس :

代表突尼斯:

От имени Туниса:  
En nombre de Túnez:

In the name of Turkey:  
Au nom de la Turquie :

باسم ترکیه :

代表土耳其:

От имени Турции:  
En nombre de Turquía:

In the name of Uganda:  
Au nom de l'Ouganda :

باسم أوغندا :

代表乌干达:

От имени Уганды:  
En nombre de Uganda:

In the name of the Ukrainian Soviet Socialist Republic:  
Au nom de la République socialiste soviétique d'Ukraine :

باسم جمهورية أوكرانيا الاشتراكية السوفياتية :

代表乌克兰苏维埃社会主义共和国:

От имени Украинской Советской Социалистической Республики:  
En nombre de la República Socialista Soviética de Ucrania:

In the name of the Union of Soviet Socialist Republics:  
Au nom de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

باسم اتحاد الجمهوريات الاشتراكية السوفياتية :

代表苏维埃社会主义共和国联盟:

От имени Союза Советских Социалистических Республик:  
En nombre de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:

In the name of the United Arab Emirates:

Au nom des Emirats arabes unis :

باسم الامارات العربية المتحدة :

代表阿拉伯联合酋长国:

От имени Объединенных Арабских Эмиратов:

En nombre de los Emiratos Arabes Unidos:

In the name of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

باسم المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وايرلندا الشمالية :

代表大不列颠及北爱尔兰联合王国:

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии:

En nombre del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

In the name of the United Republic of Cameroon:

Au nom de la République-Unie du Cameroun :

باسم جمهورية الكاميرون المتحدة :

代表喀麦隆联合共和国:

От имени Объединенной Республики Камерун:

En nombre de la República Unida del Camerún:

In the name of the United Republic of Tanzania:

Au nom de la République-Unie de Tanzanie :

باسم جمهورية تنزانيا المتحدة :

代表坦桑尼亚联合共和国:

От имени Объединенной Республики Танзания:

En nombre de la República Unida de Tanzania:

In the name of the United States of America:

Au nom des Etats-Unis d'Amérique :

باسم الولايات المتحدة الأمريكية :

代表美利坚合众国:

От имени Соединенных Штатов Америки:

En nombre de los Estados Unidos de América:

In the name of the Upper Volta:

Au nom de la Haute-Volta :

باسم فولتا العليا :

代表上沃尔特:

От имени Верхней Вольты:

En nombre del Alto Volta:

In the name of Uruguay:

Au nom de l'Uruguay :

باسم أوروجواي :

代表乌拉圭:

От имени Уругвая:

En nombre del Uruguay:

AZAR GÓMEZ  
June 1st, 1981<sup>1</sup>

In the name of Venezuela:

Au nom du Venezuela :

باسم فنزويلا :

代表委内瑞拉:

От имени Венесуэлы:

En nombre de Venezuela:

In the name of Viet Nam:

Au nom du Viet Nam :

باسم فيت نام :

代表越南:

От имени Вьетнама:

En nombre de Viet Nam:

<sup>1</sup> 1<sup>er</sup> juin 1981.

In the name of Yemen:

Au nom du Yémen :

باسم اليمن :

代表也门:

От имени Йемена:

En nombre del Yemen:

In the name of Yugoslavia:

Au nom de la Yougoslavie :

باسم يوغوسلافيا :

代表南斯拉夫:

От имени Югославии:

En nombre de Yugoslavia:

In the name of Zaïre:

Au nom du Zaïre :

باسم زائير :

代表扎伊尔:

От имени Заира:

En nombre del Zaïre:

In the name of Zambia:

Au nom de la Zambie :

باسم زامبيا :

代表赞比亚:

От имени Замбии:

En nombre de Zambia:

In the name of the European Economic Community:

Au nom de la Communauté économique européenne :

باسم المجتمع الاقتصادي الأوروبي :

代表欧洲经济共同体:

От имени Европейского экономического сообщества:

En nombre de la Comunidad Económica Europea:

In the name of the United Nations Council for Namibia:  
Au nom du Conseil des Nations Unies pour la Namibie :

باسم مجلس الأمم المتحدة لناميبيا :

代表联合国纳米比亚理事会:

От имени Совета Организации Объединенных Наций по Намибии:  
En nombre del Consejo de las Naciones Unidas para Namibia:

DECLARATION MADE  
UPON SIGNATURE*FRANCE*

[TRANSLATION — TRADUCTION]

France is of the view that the provisions of article 3, paragraph 2, of the Agreement relating to the use or threat of force cannot be construed as anything other than a re-affirmation, for the purposes of the field of endeavour covered by the Agreement, of the principle of the prohibition of the threat or use of force, which States are obliged to observe in their international relations, as set forth in the United Nations Charter.

---

DÉCLARATION FAITE  
LORS DE LA SIGNATURE*FRANCE*

«Pour la France, la disposition contenue dans le paragraphe 2 de l'article 3 de l'Accord en ce qui concerne le recours ou la menace de recours à l'emploi de la force ne saurait signifier autre chose que de rappeler, pour le domaine qui fait l'objet de l'Accord, le principe de la prohibition du recours à la menace ou à l'emploi de la force auquel doivent se conformer les Etats dans leurs relations internationales, tel que celui-ci se trouve exprimé dans la Charte de l'ONU.»

---